

Menaces sur l'Eglise catholique au Burundi

La Croix, le 01/05/2016 – Depuis un an, le Burundi est plongé dans une grave crise, née de la réélection contestée du président Pierre Nkurunziza en juillet dernier. Les laïcs et l'Église catholique sont victimes de la violence des forces de l'ordre et des intimidations du pouvoir. Pour nous rencontrer, nous avons dû suivre mille précautions. Nous rendre dans un lieu discret et improbable. Attendre dans une pièce sombre à l'insu de presque tout le monde. Le voilà. Appelons-le Pascal. Il est accompagné d'un ami, connu et respecté par tous les catholiques burundais. Il se porte garant de son témoignage. [Photo : Cathédrale Regina Mundi de Bujumbura.]

Recherché par les services de sécurité, les agents du renseignement et les miliciens Imbonerakure, Pascal vit clandestinement depuis l'été 2015, dans la capitale burundaise. Tutsi d'une vingtaine d'années, il est le responsable de la fraternité de jeunes du Renouveau charismatique. Cet étudiant en santé publique habitait Mutakura, l'un des hauts lieux de la contestation populaire contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Le 1er juillet 2015, il assiste à la descente meurtrière des forces de l'ordre dans son quartier : une journée en enfer, sans moins. « Officiers cherchaient des armes, se souvient-il. Les jeunes étaient arrêtés, rassemblés et triés. Parmi les forces de l'ordre, des policiers et des miliciens tuaient systématiquement les Tutsis tombés entre leurs mains. » À la merci d'une dénonciation Pris dans la nasse, Pascal est condamné : « Mon nom était inscrit sur une liste de personnes à abattre car j'étais responsable d'un groupe de jeunes catholiques de Mutakura. Aux yeux du régime, j'étais un leader jeunesse contestataire, un ennemi à abattre. » Grâce à l'intervention d'un policier, d'un militaire et d'un chasseur la mort est évitée. L'année suivante, l'attention des bourreaux, l'autre fait mine de ne pas me voir à participer à cette violence », explique-t-il. Depuis, Pascal est à la merci d'une dénonciation, d'un contrat inopiné de police ou d'une opération de nettoyage. Si ses responsabilités ont été exposées au foudre du régime, c'est son engagement dans l'Église qu'il a eu la vie sauve. « Il y a des catholiques dans tous les camps et tous ils me font passer des messages pour me protéger », confie-t-il. L'Église catholique, écoutée, surveillée et menacée des laïcs sont touchés par la violence étatique, au Burundi l'Église catholique est aussi dans le viseur des autorités écoutées, surveillées et menacées. Fidèles un peu trop en vue, religieux, religieuses, prêtres, évêques, personne n'est à l'abri. « Le clan au pouvoir est déterminé à le garder et à le consolider, quitte à tuer. Il a assassiné la démocratie instauré le parti unique, mis sous contrôle tout le pays », s'afflige un prêtre. Tous les catholiques croisés à Bujumbura ont peur du régime, de ses unités de police engagées dans la répression, des bataillons mobilisés pour la défense du pouvoir, des agents du Service national du renseignement, et des miliciens Imbonerakure. L'appareil répressif mis en place par le CNDD-FDD, le parti présidentiel issu du maquis, est redoutable : descentes de police, arrestations, incarcérations, torture, disparitions, exécutions. Qui est attrapé peut disparaître à jamais. L'Église catholique en silence relatif à la violence étatique s'ajoute celle des groupes armés liés à l'opposition. À Bujumbura, le RAS pour un état de droit au Burundi (RED-Tabara) cible les collaborateurs du régime : assassinats, attaques à grenade, embuscades. Il n'a pas le pouvoir de renverser le pouvoir mais il est capable de lui faire mal. RED-Tabara s'installe dans les quartiers de l'opposition, profite de la proximité de la forêt et de la frontière avec la RD-Congo pour se cacher et se réfugier. Et plus le régime opprime les jeunes des quartiers contestataires, plus les rangs de RED-Tabara se garnissent et se renforcent. « Son côté, un autre groupe menace le pouvoir, les Forces républicaines du Burundi, Forebu, constituées principalement de militaires ayant fui l'armée burundaise, de cadres ayant participé au putsch du 13 mai 2015. Le Forebu compte sur ses contacts dans l'armée pour miner le régime avant de le renverser. Le 11 décembre 2015, des éléments armés de l'opposition sont passés à l'attaque au cœur de Bujumbura. L'opération est cuisante. La répression sanglante. De sorte qu'il ne se passe plus un jour à Bujumbura sans une attaque à la grenade, un fusillade, un enlèvement, des arrestations. Dans ces conditions, comment l'Église catholique se positionne-t-elle ? Discrètement ! Surtout depuis la réélection de Pierre Nkurunziza, le 21 juillet dernier. Alors que la conférence épiscopale s'était tenue plusieurs fois à l'élevée contre sa volonté de se représenter une troisième fois, elle est restée en silence relatif depuis l'été dernier. La répression du 1er juillet a été vécue comme un avertissement lancé à l'osant encore critiquer le pouvoir. « L'évêque de Bujumbura, Mgr Avariste Ngoyagoye, a été menacé de mort la parole contre le régime. Il a été chassé de peu à plusieurs tentatives d'assassinat », se dit un proche de l'archevêque. Le pouvoir remet violemment la conférence épiscopale à sa place. Si les homologues ne conviennent aux partisans du régime, ces derniers n'hésitent pas à le faire savoir. Il n'est pas rare de voir un cacique du pouvoir prendre la parole au cours d'une célébration religieuse pour corriger un propos jugé politiquement orienté ou erroné. Impossible pour un clerc originaire du Rwanda, pays jugé proche de la rébellion, de poursuivre sereinement son ministère dans la capitale burundaise. « Trois prêtres du diocèse ont été exfiltrés à l'étranger. Leur vie est menacée », confie un catholique. Et lorsque la conférence épiscopale ose prendre encore la parole sur la crise actuelle, le pouvoir la remet violemment à sa place. Le 26 mars, le CNDD-FDD constate le rôle négatif de l'Église catholique au Burundi, allant jusqu'à écrire qu'elle « a trempé dans presque toutes les crises qui ont endeuillé le pays depuis l'arrivée des premiers missionnaires, qui par ailleurs sont les précurseurs des colonisateurs européens », soulignant qu'elle n'a plus de rôle spirituel, mais uniquement politique. « Le régime ne supporte pas l'Église catholique » « Le régime ne supporte pas la liberté de l'Église catholique. Il y a quelques jours, nous sommes venus rencontrer le ministre de l'Intérieur pour apaiser les tensions. « Communiquez-moi vos messages avant de les diffuser », leur a-t-il proposé. Ils ont bien entendu d'office l'offre », raconte un religieux. De jour en jour l'Église est entourée des autorités ecclésiastiques. « On prend ces menaces au sérieux », dit un responsable de l'Église : « En 2004, religieuses italiennes ont été assassinées. En 2010, une religieuse croate. Le nonce apostolique a été éliminé en 2004. » Circonstance aggravante : l'emprise des évangéliques sur le pouvoir. Pierre Nkurunziza est adepte de l'Église du Rocher. Son épouse, Denise, y officie comme pasteure. « Ils baignent dans une fièvre atmosphérique mystique et millénariste, selon un proche du régime. À leurs yeux, ils sont élus de Dieu. Rien ne peut leur résister. » Vers un

dialogue de sortie de crise? Le Burundi est plongé dans une grave crise de violence depuis la contestation du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Selon l'opposition, la société civile et une partie de son camp, il a violé la Constitution, ainsi que l'accord d'Arusha qui mit fin à la guerre civile entre 1993 et 2006. Le président tanzanien Benjamin Mkapa, nouveau co-médiateur dans la crise burundaise, avait annoncé la reprise du dialogue interburundais aujourd'hui à Arusha (Tanzanie). Le gouvernement a dit qu'il ne participerait au dialogue de sortie de crise que s'il est consulté, notamment sur les participants. Il refuse jusqu'à présent de s'asseoir à la table que le Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise. Laurent Larcher (à Bujumbura)